

Contrat conclu hors établissement : gare à l'information sur le droit de rétractation !



© 2022 Les Echos Publishing

Lorsqu'un contrat est conclu hors établissement (c'est-à-dire dans un lieu autre que celui dans lequel le professionnel exerce son activité) entre un professionnel et un consommateur, il doit contenir les informations, requises par la loi, relatives à l'exercice du droit de rétractation, à savoir les conditions, le délai (14 jours) et les modalités d'exercice de ce droit ainsi que le formulaire type de rétractation. À défaut, ce contrat encourt la nullité.

Ainsi, dans une affaire récente, une personne avait souscrit, hors établissement du vendeur, un contrat de location de matériel de vidéosurveillance. Quelque temps plus tard, elle avait cessé de payer les loyers si bien que le bailleur avait résilié le contrat de location. En outre, ce dernier avait agi en justice contre le locataire afin qu'il soit condamné à lui payer une indemnité de résiliation.

Pour sa défense, le locataire avait lui-même demandé l'annulation du contrat au motif que les informations relatives au droit de rétractation ne lui avaient pas été données.

La cour d'appel ne lui avait pas donné gain de cause car, pour

elle, le défaut de fourniture de ces informations ne peut être sanctionné que par une prolongation du délai de rétractation (12 mois au lieu de 14 jours).

Saisie à son tour, la Cour de cassation a censuré l'arrêt de la cour d'appel. En effet, elle a affirmé que lorsque les informations relatives à l'exercice du droit de rétractation du consommateur ne figurent pas dans un contrat conclu hors établissement, la nullité de ce contrat est encourue. Le locataire pouvait donc également invoquer la nullité du contrat.

Précision : il convient de déduire de cette décision que lorsque les informations relatives au droit de rétractation n'ont pas été fournies au consommateur ni avant la conclusion ni lors de la conclusion du contrat conclu hors établissement, ce dernier a le choix entre invoquer la prolongation de 12 mois du délai de rétractation (sanction prévue pour le défaut d'information avant la conclusion du contrat) ou bien la nullité du contrat (sanction prévue pour le défaut d'information lors de la conclusion du contrat).

[Cassation civile 1re, 31 août 2022, n° 21-10075](#)

© 2022 Les Echos Publishing